



Annales historiques de la Révolution française

343 | janvier-mars 2006
Varia

Repenser l'ordre européen (1795-1802)

De la société des rois aux droits des nations

Marc Belissa



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10122>

DOI : 10.4000/ahrf.10122

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2006

Pagination : 163-166

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marc Belissa, « Repenser l'ordre européen (1795-1802) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 343 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10122> ; DOI : 10.4000/ahrf.10122

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Repenser l'ordre européen (1795-1802)

De la société des rois aux droits des nations¹

Marc Belissa

- 1 Les représentations de l'ordre et du désordre européens tels qu'ils étaient conçus par les contemporains de la période révolutionnaire peuvent-elles être opposées de manière antagonique – liberté universelle ou conquête militaire – ou bien s'agit-il de deux aspects inséparables de ce que Jacques Godechot appelait « l'expansion révolutionnaire française » ? Ordre républicain, désordre des rois, hégémonie française, fédération républicaine des peuples, autant de concepts qui illustrent chacun à leur manière les thèmes du débat sur la réorganisation de l'Europe dans la période du Directoire et du Consulat, débat qui est l'objet cette étude intitulée « Repenser l'ordre européen 1795-1802 ».
- 2 Il s'agit de comprendre la manière dont les contemporains percevaient les transformations qui se déroulaient sous leurs yeux. Des traités de Bâle à celui d'Amiens, les acteurs et commentateurs en France, en Angleterre, en Allemagne et en Italie s'interrogent sur l'avenir de l'Europe. Des contre-révolutionnaires aux néo-jacobins, de Pitt à Buonarroti en passant par Talleyrand, les mêmes questions se posent : la Révolution française a bouleversé l'ancien ordre des choses, par quoi faut-il le remplacer ? Quelle paix pour l'Europe ? La paix est-elle possible ou la situation de transition créée par la Révolution française implique-t-elle l'adaptation à une période plus ou moins longue de guerre continentale ? Comment « finir » la Révolution en Europe ? Comment stabiliser l'ordre européen ?
- 3 Cette nouvelle étude est une étape d'un parcours de recherche marqué par une volonté de croiser les approches historiques, philosophiques et juridiques des phénomènes politiques pendant le grand XVIII^e siècle de 1713 à 1815, et d'autre part, de les aborder dans une perspective géographique européenne. Cette nouvelle recherche est plus volontiers tournée vers ce que l'on appelle les théories des relations internationales. Les concepts utilisés, et en premier lieu ceux de société internationale, d'ordre et de systèmes internationaux, sont en effet empruntés aux sciences politiques. Les idées d'intégration des États révolutionnaires et de régulation dans la société internationale développées par

certaines politologues ont été particulièrement sollicitées pour systématiser l'histoire des relations internationales à l'époque moderne.

- 4 Les acteurs et les commentateurs politiques entre 1795 et 1802 avaient conscience de vivre une période de transition entre ordres européens, ancien et nouveau, et que l'un des enjeux de la guerre était justement la nature de cet ordre européen à reconstruire. La Révolution française est une rupture dans l'évolution de l'ordre européen parce qu'elle est le moment de l'affirmation des droits des peuples contre l'ordre des puissances. Les continuités, les héritages et les réceptions de la politique extérieure de la monarchie par les révolutionnaires ne doivent pas masquer cette coupure fondamentale dans l'histoire de l'Europe. Dans une première phase (1789-1795), la Révolution française a proclamé sa volonté de modifier les rapports inter-étatiques mais dans une deuxième phase (1795-1802), elle a tenté de reconstruire un ordre européen sur de nouvelles bases. Dans ces deux moments, et indépendamment de la volonté de ses dirigeants, la Révolution entraînait objectivement en conflit avec le consensus international, aussi bien du point de vue de la légitimité des acteurs, des pouvoirs, des souverains que de celui des règles et des structures des relations entre les acteurs internationaux. La Révolution proclame l'idée de l'illégitimité des conventions adoptées par les rois et celle du droit de tout peuple à modifier la forme de son gouvernement. La souveraineté de la nation s'oppose à celle des princes et de leurs familles. Deux conceptions différentes de la légitimité politique s'affrontent. Les rapports de force géopolitiques sont bouleversés par la Révolution et l'équilibre précaire de 1789 est renversé.
- 5 La France interagit avec la société internationale et contribue à la modifier, car celle-ci répond au bouleversement en renforçant le concert des puissances, en adoptant la théorie du droit d'intervention et en construisant un nouveau système de sécurité collective. David Armstrong parle d'un processus dialectique de « socialisation » pour caractériser la réaction de l'ordre ancien au défi révolutionnaire². Pour répondre à ce défi et défendre l'ordre « légitime » ancien, les puissances coalisées sont amenées à imiter en partie les révolutionnaires en mobilisant de manière limitée le principe national et en leur empruntant les armes de la guerre nouvelle. Le principe de la souveraineté de la nation concurrence celui de la légitimité dynastique. Les droits des peuples et des nations sont devenus des principes qui comptent dans les éléments qui fondent l'ordre européen qui tend à devenir un ordre « inter-national ». La guerre dynastique du XVIII^e siècle s'efface, les Pactes de Famille semblent être des formes caduques, le concert des puissances s'affirme comme forme d'arbitrage et de direction du système international.
- 6 Le débat sur la transition est posé par la question de la nature de la paix. On peut grossièrement délimiter deux pôles « extrêmes » entre lesquels les positions des uns et des autres se placent et évoluent. Les démocrates européens comme Buonarroti, les néo-jacobins français, Paine et bien d'autres, défendent la perspective d'un ordre global et fédéral républicain médiatisé par la Nation. L'Europe doit devenir une fédération de nations délimitées par des frontières naturelles dans laquelle les droits de toutes et de chacune seraient respectés. Ce projet implique une forme de « révolution permanente » refusant tout compromis définitif entre l'ordre républicain et celui des rois. Les républicains démocrates ne renoncent pas à l'idée de fédération générale des peuples européens et ne revendiquent donc pas un espace international dans lequel les États-Nation républicains seraient isolés, mais ils ne pensent plus la fédération comme pouvait le faire Montesquieu, par exemple. S'y ajoute un élément nouveau : les républiques

doivent être assez puissantes économiquement et militairement pour constituer un ordre capable de résister aux monarchies.

- 7 L'autre pôle est celui des contre-révolutionnaires inspirés notamment par Burke. La paix entre la République française et le reste de l'Europe est structurellement impossible, car les principes de la souveraineté du peuple, des droits des nations et du primat du droit naturel sur le droit positif des traités, sont par essence contradictoires à la société civilisée de l'Europe, fondée sur la souveraineté dynastique, les devoirs des sujets, la propriété, la religion et la prescription. La reconstruction d'un ordre légitime implique de renouer avec l'homogénéité de l'Europe en fixant un droit d'intervention des puissances contre les destructeurs de l'ordre social.
- 8 Entre ces deux positions, celle des directorialistes est tournée vers la recherche d'une intégration de la France dans l'ordre existant. Celle-ci ne peut se réaliser que dans le cadre d'un projet de redéfinition et de rationalisation de l'ordre territorial permettant un développement économique, commercial et faisant de la République française une puissance à la fois isolée et stabilisatrice.
- 9 La phase de transition entre 1795 et 1802 est donc exemplaire de la manière dont les éléments d'un consensus international se mettent en place et dont une « nouvelle culture politique internationale » – pour reprendre l'expression de la politologue Mlada Bukovanski³ – se construit. Il s'agit bien entendu d'un processus, complexe, fait d'interactions entre réflexions théoriques et stratégies à court ou moyen terme. La transition entre ordre ancien et ordre nouveau commence évidemment avant 1789 (la Révolution américaine en est une des prémices), de même le passage de l'Europe d'Ancien régime à l'Europe contemporaine est loin d'être achevé en 1802 ou même en 1815, mais la période 1795-1802 est bien un moment charnière de cette transition. L'Europe « moderne » disparaît en quelque sorte entre ces deux dates.
- 10 Deux cents et quelques années après la Révolution française, la redéfinition de l'ordre continental est encore au cœur du débat politique. Nous nous interrogeons quotidiennement sur la nature de l'Union européenne qui se construit sous nos yeux. Europe des nations, Europe fédérale, Europe de la liberté du commerce, les termes du débat sont parfois identiques à ceux qui étaient utilisés par les contemporains de la Révolution dans des contextes, certes, bien différents. Mais malgré les différences radicales entre l'Europe de 1795 et celle de 2005 la manière dont les acteurs de l'histoire ont pensé la dialectique des droits des nations et de la géopolitique des puissances peut sans doute donner une dimension historique indispensable au débat actuel et enrichir notre propre réflexion sur ce qu'est l'Europe.

NOTES

1. Cette habilitation à diriger des recherches a été soutenue à l'Université Paris I Sorbonne le 26 mai 2005. Le jury était composé de Mme le professeur Monique Cottret, MM les professeurs Lucien Bély, Jean-Pierre Jessenne, André Kaspi, Jean-Clément Martin.

2. D. ARMSTRONG, *Revolution and World Orders*, Oxford, Clarendon Press, 1993.

3.M. BUKOVANSKI, *Legitimacy and Power Politics. The American and French Revolutions in International Political Culture*, Princeton, 2002.